et y retourna une seconde fois, le Fils du ciel n'ayant point tenu ses promesses. On sait quel châtiement fut tiré de la duplicité chinoise. Lord Elgin fit aussi une expédition au Japon, qui a été racontée par son secrétaire, M. Oliphant. Lors de la révolte des Cipayes, il était en Chine, et prit sur lui d'envoyer au gouverneur général des Indes les troupes qui venaient d'arriver et dont il pensait que ce dernier aurait plus de besoin que lui-même. L'événement justifia cet acte d'autorité, où il y avait, à la fois, de la générosité et du patriotisme; et lord Elgin en reçut, en Angleterre, les plus grands éloges.

En juin, 1859, il fut nommé pour remplacer Lord Canning, comme gouverneur général des Indes. Le climat meurtrier de ces régions, ainsi que les fatigues d'un voyage qu'il venait de faire dans l'intérieur à travers les monts Himalayas, dont il avait fait l'ascension jusqu'à une élévation de 13,000 pieds, déterminèrent sa mort, qui eut lieu le 20 de novembre dernier. Jusqu'au dernier instant, il montra, disent les dépêches, le plus grand courage et la plus grande fermeté, envoyant des télégrammes dans différentes directions, pour qu'aucune partie du service ne souffrit de sa perte soudaine.

Le gouvernement des Indes est, du reste, depuis le commencement de ce siècle, fatal à tous ceux qui l'obtiennent. C'est une brillante mais dangereuse récompense pour les diplomates et les hommes d'état. Il n'y a plus, de vivant, qu'un seul ancien vice-roi; c'est lord Ellenborough, qui fut nommé il y a 22 ans. Lord Auckland, lord Hardinge, le marquis de Dalhousie, lord Canning et lord Elgin, qui lui ont succédé, ont tour à tour payé de leur vie les services qu'ils ont rendus à Sa Majesté dans ces domaines éloignés.

Lord Elgin a en, de son mariage avec une des filles de lord Durham, quatre fils, dont un, le troisième, est mort. Victor Alexandre succéda aux titres de son père; il est né à Monkland, le 14 de mai, 1849, c'est-à-dire peu de jours après l'incendie du parlement et tandis que la position de sa famille était des plus critiques.

La famille Bruce est une des plus illustres et des plus anciennes de l'Ecosse, sur laquelle elle a même régné pendant un court espace de temps. Robert de Bruce, dont les parents étaient venus de Normandie avec Guillaume le Conquérant (1), était un des barons du Yorkshire et florissait à la cour de Henri Ier d'Angleterre. Il était très-intime avec le prince d'Ecosse, qui devint plus tard roi de ce pays sous le nom de David Ier. Il obtint de son ami la baronnie d'Annandale et de grandes possessions dans le nord de l'Ecosse. Son fils s'y établit et y fonda la grande famille des Bruce. Un de ses descendants épousa une arrière-petite fille de David Ier, et ce fut en vertu des droits résultant de cette alliance que le célèbre Robert Bruce, le héros de Bannockburn, restaura la monarchie écossaise, en 1306. Il n'eut d'autre successeur que son fils, et la couronne lui ayant échappé, la famille Bruce resta assez longtemps dans une obscurité relative.

Ce n'est pas dans la nuit des temps qu'il faut chercher l'illustration de la famille de Mgr. Hughes; Sixte-Quint fut bercher dans son enfance, et le premier archevêque de New-York fut jardinier, ce qui, du moins, est plus gracieux et plus poétique. Il naquit vers la fin de 1798, à Clogher, en Irlande, d'un fermier qui émigra aux Etats-Unis, où il le suivit quelques années plus tard. Son biographe ne dit point que personne devinât ses talents, et il a affirmé lui-même qu'il ne s'était jamais connu un patron sur la terre. Ce fut donc par un effet de sa volonté et par la conscience qu'il avait de sa valeur intellectuelle qu'il se mit à l'étude de la théologie, au Séminaire du Mont Ste. Marie, à Emmetsburgh. Il fut ordonné prêtre à Philadelphie, en 1825, et nommé curé d'une des paroisses de cette ville. Ses sermons excitèrent l'attention, surtout celui qu'il prêcha au sujet de l'émancipation des catholiques dans la Grande-Bretagne, lequel fut publié et dédié à Daniel O'Connell.

La controverse se fait, aux Etats-Unis, avec moins de réserve qu'en Canada: l'église catholique y accepte des défis qui nous paraîtraient étranges. Ce fut surtout dans des conférences publiques avec le Dr. Breckenridge, auxquelles une foule immense de catholiques et de protestants assistaient, que le Dr. Hughes accrut sa réputation. Ces controverses furent ensuite publiées en un volume. C'était alors l'époque de l'effervescence anti-catholique aux Etats-Unis; le temps des publications de Maria Monk et de l'incendie du couvent du Mont Benedict.

En 1837, Mgr. Dubois, alors évêque de New-York, (les premiers évêques de beaucoup de diocèses des Etats-Unis ont été des prêtres français,) demanda un coadjuteur, et M. Hughes fut nommé sous le titre d'évêque de Basilopolis. L'année suivante, il devint administrateur; mais ce ne fut qu'en 1842 qu'il remplaça Mgr. Dubois. En 1839, il parcourut la France, l'Autriche et l'Italie, pour procurer des secours pécuniaires à son diocèse. Il trouva, à son retour, une lutte engagée entre les catholiques de New-York et le bureau des écoles communes. Il s'y jeta avec l'âpre énergie qui le caractérisait. Il plaida lui-même sa cause

devant le conseil municipal, contre deux avocats et trois ministres. Le discours qu'il prononça dans cette circonstance et les lectures publiques qu'il fit plus tard, à Carroll Hall, sur le même sujet eurent un grand retentissement. La violence des passions soulevées par cette nouvelle controverse se traduisit par une attaque à main armée sur la résidence du prêtre, par des misérables qui demeurèrent inconnus.

En 1845, Mgr. Hughes fit un nouveau voyage en Europe, pour procurer à son diocèse les Jésuites, les Frères des Ecoles Chrétiennes et les Sœurs de Charité. Tels étaient les progrès de son influence dans la république, qu'en 1846, il fit, dans la salle des représentants, à Washington, sur les instances des membres des deux chambres, une lecture sur "le christianisme seule source de régénération morale, sociale et politique," et qu'il fut pressé, la même année, par le Président Polk, de se charger d'une mission diplomatique au Mexique, chose qu'il refusa en s'excusant sur l'état de sa santé. En 1850, New-York fut érigé en archevêché; Mgr. Hughes se rendit à Rome pour y recevoir le pallium des mains du St. Père. En 1851, il tint le premier concile provincial avec sept suffragants, presque tous à la tête d'évêchés créés dans le territoire qui, autrefois, formait son diocèse. En 1858, il posa les fondations d'une nouvelle cathédrale aux dimensions colossales et dont les murs, lors de sa mort, étaient à peine sortis de terre. C'est la plus grande entreprise de ce genre qui ait été faite en Amérique, et des protestants y ont contribué pour l'honneur de leur pays, qui ne possède encore aucun édifice comparable à ceux de la vieille Europe.

Au moment où la guerre civile éclata, la position de l'Archevêque de New-York devint plus importante que jamais. Il se trouva presque l'arbitre des destinées de l'Union. La population irlandaise et la population allemande des Etats-Unis, avec malheureusement un assez fort contingent de l'émigration franco-canadienne, ont formé, jusqu'ici, ce que Napoléon appelait la *chair à canon*; si les évêques du nord eussent manqué de zèle patriotique, il est très-probable que l'armée fédérale ne se fût point recrutée aussi facilement. De plus, le gouvernement, dont les relations avec les puissances de l'Europe étaient tendues, pria Mgr. Hughes de visiter la France et l'Angleterre pour y donner en haut lieu des explications sur la politique des Etats-Unis; le résultat de cette nouvelle espèce d'ambassade fut plus favorable à la cause de l'Union que le négociateur lui-même ne l'imaginait. Enfin, ce fut à la parole toute-puissante de l'Archevêque que s'appaisèrent les émeutes soulevées tout récemment par la loi de la conscription. Ces diverses circonstances expliquent les marques peu ordinaires de respect et de douleur que le gouvernement des Etats-Unis et la municipalité de New-York donnèrent à sa mort, et l'immense concours de toutes les classes de la société, qui fit de ses funérailles un événement national.

La guerre qui vient d'éclater entre le Danemark et l'Allemagne, et qui menace l'Europe d'une conflagration générale, a détourné de l'Amérique l'attention de la France et de l'Angleterre, et la crainte d'une intervention hostile de leur part, qui avait décidé la mission de Mgr. Hughes, n'a plus aujourd'hui de raison d'être.

Le début de la guerre a été défavorable aux Danois, qui, après une bataille et quelques escarmouches, ont retiré et évacué le Schleswig. L'Angleterre et la France n'ont pas encore jugé à propos d'intervenir, et cette dernière puissance est assez généralement soupçonnée de vouloir profiter, plus tard, du conflit qui vient de s'élever, pour s'emparer des provinces du Rhin, objet de ses longues et persistantes convoitises. Cependant, pour le moment, la France s'occupe beaucoup plus d'elle-même que des autres nations; elle s'écoute penser et elle s'écoute parler comme un malade qui, après une longue léthargie, veut s'assurer de son existence. Les débats du Corps Législatif où se sont fait entendre, de nouveau, les voix si longtemps populaires de M. Thiers et de M. Berryer excitent le plus vif intérêt. Dans son premier discours, par lequel il a revendiqué toutes les libertés dont la France est privée depuis le deux décembre, l'ancien premier ministre s'est montré égal sinon supérieur à ce qu'il fut sous les régimes précédents. Il n'a pas été aussi heureux dans son discours contre l'expédition du Mexique. Quelque habile et savante qu'ait été son étude sur cette question, il s'est montré moins bien inspiré que M. Berryer, dont le discours a été plus goûté parce qu'il était plus national.

La *Revue Contemporaine*, dans sa dernière chronique politique, fait à l'adresse de M. Thiers des réflexions qui, bien que très-sévères et même empreintes d'une amertume qui fait voir jusqu'à quel point on redoute en haut lieu la brillante campagne qu'il vient de commencer, n'en contiennent pas moins de très-grandes vérités:

"D'ailleurs, nous avons ici un parti de la paix à tout prix, qui tend à se former sous la haute direction de M. Thiers, et qui compte bien interdire au gouvernement toute participation aux grandes affaires de ce monde. Le peuple allemand, s'il a suivi les débats de l'Adresse au Corps législatif, a pu s'apercevoir qu'on y parlait beaucoup et avec une très-grande ardeur contre les entreprises aventureuses et lointaines; or, tout est lointain pour des myopes et tout est aventureux dans les entreprises humaines. La guerre de Crimée était une entreprise aventureuse, celle d'Italie en était une autre, car nul ne sait, quand il marche à l'encontre, s'il sera vainqueur. Les plus grands généraux sont quelquefois battus et les meilleurs soldats ont des heures de défiance. Sortir de chez soi, c'est courir une aventure; y rester, c'est l'attendre. La sagesse humaine n'a qu'une influence relative sur le cours des événements, et tout ce qu'elle peut faire, c'est de se ranger toujours du côté de la justice et du droit. Aussi repoussons-nous de toutes nos forces cette théorie l'autre jour émise devant une assemblée française, et qui consisterait

(1) On a prétendu que cette famille était plutôt bretonne que normande. Un de Bruce, de Bretagne, était parmi les compagnons de Guillaume le Conquérant. On lit ce qui suit dans la *Belgique ancienne et moderne*, par M. Pitre Chevalier: "La conformité de noms n'est pas le seul motif qui fait donner, par beaucoup d'historiens, la même origine aux Bruce de Bretagne, et aux Bruce qui régnèrent en Ecosse. M. Mazas n'hésite pas à s'exprimer ainsi en racontant la bataille de Rouvray: "Jean Stuart, et son cousin, James Bruce, expirèrent le lendemain. Ce dernier mourut ainsi sur la terre de ses aïeux, car Jean Bruce, ou plutôt Bruce, était d'origine bretonne." Le *Burkes Peerage* fait descendre les Bruce de Robert de Bruce du château de la Bruce en Normandie.